

COURRIER

de l'Institut du Bosphore

No: 19 - Septembre 2011



ANALYSE DE LA PRESSE

Septembre 2011

1. **A la une : La Turquie et Israël sont-ils en « instance de divorce » ?**
2. **Le dossier du mois : La tournée du Premier Ministre Turc: Egypte, Tunisie, Lybie**
3. **Europe**
4. **Economie**
5. **Récapitulatif des journalistes ayant couvert le sujet turc (septembre 2011)**

1. A la une :

La Turquie et Israël sont-ils en «instance de divorce» ?

Depuis le raid israélien contre une flottille pour Gaza qui avait coûté la vie à neuf Turcs en mai 2010, les relations israélo-turques connaissent un regain de tension. L'Etat hébreu s'est dit prêt à exprimer ses regrets et à verser des fonds "à titre humanitaire" aux parents des victimes, mais a refusé de s'excuser, pour éviter toutes poursuites judiciaires contre ses soldats. A Ankara, le président turc Abdullah Gül a déclaré à la presse que "le gouvernement israélien, qui devrait mieux analyser les événements qui se déroulent au Proche-Orient, manque complètement de stratégie" (*Le Monde*, 01/09/2011).

La Turquie a donc annoncé qu'elle mettrait en œuvre son plan B de sanctions contre Israël si ce pays s'obstinait à ne pas s'excuser à la suite cet incident (*Le Point*, 02/09/2011). Delphine Matthieussent décrit la situation comme un "instance de divorce" entre les deux pays en soulignant que c'est la première fois, depuis le début de la crise, que la Turquie a pris des mesures de rétorsion envers son ancien allié régional. (*Libération*, 08/09/2011).

"La Turquie d'aujourd'hui, souligne-t-on à Ankara, se veut à la fois puissance régionale et mondiale, et ne peut se présenter désormais comme l'oeil de l'Otan au Moyen-Orient et l'allié inconditionnel d'Israël." (*Jacques Hubert-Rodier*, *Les Echos*, 07/09/2011). Selon Dorothee Schmid, responsable du programme Turquie de l'Ifri, les turcs tentent aussi de faire "diversion". "S'ils mettent plus de pression sur la Syrie de Bachar al-Assad, au même moment il faut qu'il y ait un certain équilibre vis-à-vis d'Israël." (*Jacques Hubert-Rodier*, *Les Echos*, 07/09/2011).

Au total, cinq mesures ont été prises par la Turquie :

Après la décision d'expulser l'ambassadeur d'Israël, le ministre des affaires étrangères turc, a ajouté que son pays s'engageait à réduire ses représentations diplomatiques en Israël : "Les relations entre la Turquie et Israël sont ramenées au niveau de deuxième secrétaire (d'ambassade). Tous les responsables ayant un rang supérieur à celui de deuxième secrétaire, comme l'ambassadeur, rentreront dans leur pays avant mercredi [7/09/2011]." (*Le Monde*, *Le Point*, 02/09/2011).

A ceci, s'ajoute la suspension des accords militaires avec Israël (*Le Point*, 02/09/2011). "Nous suspendons totalement nos liens commerciaux, militaires et dans l'industrie de défense", a déclaré M. Erdogan, le Premier Ministre Turc (*Le Figaro*, 06/09/2011). Un représentant des services de M. Erdogan a confié à Reuters que le Premier Ministre parlait exclusivement des liens commerciaux relevant du secteur de la défense, et non de l'ensemble des échanges commerciaux, qui ont atteint l'an dernier 3,5 milliards de dollars. Le ministre turc Zafer Caglayan, a souligné de même que la Turquie ne ferait rien de nature à bouleverser ses relations économiques avec Israël (*Le Monde*, 06/09/2011).



La Turquie a décidé de suspendre ses échanges avec Israël en matière de défense et d'intensifier les patrouilles navales en Méditerranée orientale. En menaçant d'envoyer des navires de guerre dans les

La citation du mois

« N'ayez pas peur de la laïcité de l'Etat, l'Etat turc est un Etat laïc et un Etat de libertés et c'est ce que je souhaite à l'Egypte. »

Recep Tayyip Erdogan
Egypte, Septembre 2011

eaux où opère la marine israélienne, le chef du gouvernement turc prend le risque d'un affrontement naval entre deux pays dont les liens se sont distendus en raison de l'opposition d'Ankara à la politique d'Israël envers les Palestiniens. (*Les Echos*, 06/09/2011). L'éventualité d'un tel affrontement maritime avec la Turquie, membre de l'OTAN et allié des Etats-Unis, comme Israël, inquiète profondément Tel-Aviv, qui doit également faire face aux problèmes concernant ses relations avec l'Egypte mais aussi l'Iran sur la question nucléaire (*Challenges*, 15/09/2011). Par ailleurs, en Turquie, les commentateurs, s'interrogent sur le risque de confrontations entre les armées turque et israélienne, les deux puissances de la région, dans les eaux méditerranéennes (*Guillaume Perrier, Le Monde*, 10/09/2011).

"Les navires de guerre turcs seront chargés de protéger les bateaux turcs acheminant des aides humanitaires vers la bande de Gaza", a déclaré M. Erdogan, interrogé par la chaîne de télévision Al-Jazira. "Désormais, nous ne permettons plus que ces bateaux soient la cible d'attaques de la part d'Israël comme cela a été le cas avec la flottille de la Liberté, car Israël fera alors face à une riposte appropriée", a ajouté M. Erdogan. "La Turquie sera ferme sur son droit à contrôler les eaux territoriales dans l'est de la Méditerranée" et "a entrepris des mesures pour empêcher Israël d'exploiter unilatéralement les ressources naturelles" de cette région, a-t-il averti. (*Les Echos*, 08/09/2011). Le conflit a également des incidences sur les relations chypro-turques. Selon des commentateurs turcs et israéliens, Ankara pourrait, à l'occasion de ce différend, instaurer des patrouilles navales entre Israël et Chypre. Ankara a ainsi contesté la conclusion des accords gaziers récents entre Chypriotes et Israéliens.

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a, par ailleurs, accusé Israël de manquer de loyauté dans les accords bilatéraux de défense. Un contrat sur la livraison de drones a été signé entre les deux pays. La Turquie les utilise pour observer les mouvements des rebelles kurdes de Turquie repliés dans le Nord de l'Irak. Erdogan a donc accusé Israël de ne pas avoir renvoyé en Turquie certains de ces drones de fabrication israélienne, qui devaient être réparés. "Il peut y avoir des différends entre pays, des problèmes (...) Mais vous êtes obligés de respecter l'éthique commerciale internationale", a ainsi souligné M. Erdogan (*Le Figaro*, 07/09/2011).

L'une des mesures de rétorsion la plus frappante a été sans doute la décision du chef de la diplomatie turque Ahmet Davutoglu de saisir la Cour internationale de Justice de la Haye "pour examiner (la légalité) du blocus mis en place par Israël sur Gaza depuis le 31 mai 2010". Dès le premier septembre, l'ambassade de Turquie avait affirmé l'exigence « poursuites en justice contre les soldats israéliens et tous les autres officiels responsables des crimes commis et que l'ambassade mettra en œuvre ce sujet avec détermination » (*Le Monde*, 01/09/2011).

Ces différentes sanctions ont été prises à la suite de la publication d'un rapport d'enquête commandité par l'ONU, le rapport Goldstone. Ce rapport reconnaît la légalité du blocus naval de Gaza. Les Nations Unies estiment que le commando israélien a trouvé face à lui lors de l'assaut "une résistance violente et organisée de la part d'un groupe de passagers", mais la riposte est qualifiée d'"excessive" et "déraisonnable", mettant en exergue que les pertes humaines sont inacceptables. Le rapport ajoute que la flottille "a agi de façon imprudente en essayant de forcer le blocus naval". Il invite Israël à exprimer "une déclaration appropriée de regret" et à verser des dommages intérêts aux familles des Turcs tués ainsi qu'aux blessés. Israël a accueilli le rapport avec quelques réserves. Le président turc, Abdullah Gül, de son côté rejeté en bloc le rapport, le qualifiant de "nul et non avvenu" (*Le Monde*, 02/09/2011).

On ne peut nier l'impact d'une telle détérioration des relations Turco-Israéliennes sur le tourisme : des contrôles stricts ont en effet été engagés de part et d'autre : une quarantaine d'Israéliens ont été détenus pendant plusieurs heures à l'aéroport d'Istanbul pour des contrôles de sécurité. En réplique, des touristes turcs ont subi des contrôles similaires à l'aéroport de Tel-Aviv (*Delphine Mathieussent, Libération*, 08/09/2011).

Des tentatives de détente ont aussi marqué ce processus, mais elles sont cependant vouées à l'échec. Devant le refus persistant d'Israël à s'excuser, de nombreux responsables de l'Etat Hébreu, notamment Ehud Barak, ministre de la Défense, n'ont pas caché leurs inquiétudes face à la dégradation des relations avec Ankara. M.Barak a participé à la formulation d'un texte présentant de timides excuses, qui étaient sur le point d'être acceptées il y a trois mois par Ankara, lorsque les défenseurs d'une ligne dure au sein

du gouvernement israélien, notamment le ministre des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman, ont rompu ce compromis. M. Barak a également affirmé que "cette vague finira par passer") et que "la Turquie [n'était] pas l'ennemie d'Israël" (*Le Monde*, 08/09/2011). Dans la même veine, un responsable israélien a souligné qu'"Israël ne souhaitait pas une nouvelle détérioration de ses relations avec la Turquie".

"Israéliens comme Turcs connaissent la réalité : nos deux pays sont très importants pour l'Occident, les véritables problèmes dans la région pour l'Occident c'est la Syrie, ce qui se passe en Egypte et en Iran, ce n'est pas la Turquie", a ajouté Ehud Barak (*Le Figaro*, 08/09/2011). Des spécialistes affirment qu'il faut ainsi peser les conséquences du conflit. Notamment, Alon Liel, spécialiste des relations israélo-turques et ex-directeur général du ministère israélien des Affaires étrangères note qu'"Israël a «énormément à perdre» à rompre avec la Turquie, l'un de ses plus puissants alliés depuis la signature d'accords de coopération militaire dans les années 90. L'ancien diplomate souligne pourtant qu'il "s'agit de la crise la plus sérieuse entre les deux pays depuis trente ans, lorsqu'en 1981 la Turquie avait rappelé son ambassadeur pour protester contre le passage de la loi israélienne formalisant l'annexion de Jérusalem-Est" (*Libération*, 07/09/2011).

Dans ce contexte, le chef du gouvernement turc a évoqué l'idée d'une éventuelle visite dans l'enclave palestinienne, ce qui constituerait un risque d'escalade (*Le Point*, 06/09/2011). Ahmet Davutoglu, Ministre des Affaires Etrangères Turc, a par ailleurs déclaré que la reconnaissance de l'Etat Palestinien était "le droit le plus naturel des Palestiniens, une dette que le monde doit verser au peuple palestinien". M. Erdogan n'a pas hésité à critiquer Israël en affirmant que celui-ci "s'est toujours comporté comme un enfant gâté", faisant allusion aux reproches qui lui sont faits par la communauté internationale. "La reconnaissance d'un Etat palestinien n'est pas une option, c'est une obligation", a déclaré M. Erdogan lors d'un discours au siège de la Ligue arabe au Caire. "Avant la fin de l'année, nous verrons la Palestine dans une situation très différente", a-t-il ajouté. M. Erdogan a également accusé Israël de "continuer à prendre des mesures irresponsables qui sapent sa légitimité" et affirmé que "la politique agressive du gouvernement israélien menace l'avenir du peuple israélien" (*Le Figaro*, 13/09/2011).

L'engrenage du conflit inquiète un acteur essentiel de l'économie mondiale : les Etats-Unis. La Turquie et l'Israël sont deux proches alliés des Etats-Unis. "Nous sommes inquiets à propos de l'état actuel de la relation" a affirmé l'administration Obama. Selon la presse américaine, Washington s'emploie auprès des deux pays à favoriser "une désescalade" et à "éviter les confrontations à l'avenir" (*Le Figaro*, 06/09/2011). Pour répondre à la question d'une éventuelle médiation des Etats-Unis dans cette crise, "nous ne sommes pas dans une situation qui nécessite une médiation. Les demandes de la Turquie sont claires", a déclaré M. Davutoglu, ministre des affaires étrangères (*Les Echos*, 17/09/2011).

Concernant les relations économiques entre les deux pays, les statistiques démontrent que le volume des échanges est en augmentation constante, en dépit de la crise politique. Selon l'institut israélien pour les exportations, "les exportations d'Israël vers la Turquie ont représenté 858 millions de dollars (609 millions d'euros) durant le premier semestre 2011, soit une augmentation de 23% par rapport la même période en 2010. Sur l'ensemble de l'année 2011, ces exportations devraient atteindre plus de 1,7 milliard de dollars (USD, 1,2 milliards d'euros), contre 1,3 milliard USD en 2010. Les importations israéliennes ont représenté 1,8 milliard USD en 2010, soit 30% de plus qu'en 2009. Pour le premier semestre 2011, elles ont atteint 1,1 milliard USD, soit 14% de plus que l'année précédente, et devraient se fixer à plus de 2,2 milliards USD (3 milliards d'euros) pour l'ensemble de l'année" (*Les Echos*, 07/09/2011).

2. Dossier du mois :

La tournée du Premier Ministre Turc: Egypte, Tunisie, Lybie

Le Premier Ministre turc Recep Tayip Erdogan, a entamé une tournée des pays arabes en transition. Cette tournée a suscité de nombreux commentaires ; plusieurs articles notent ainsi qu'Erdogan se voit en nouveau leader du Moyen-Orient. Certains dirigeants reprochent cependant au Premier ministre de trop en faire.



M. Erdogan s'est rendu en premier lieu en Egypte où la Turquie tente de renforcer ses liens avec la nouvelle administration. L'Egypte a toujours eu une place de poids au sein du monde arabe. Mais, parallèlement, le rôle de la Turquie s'est aussi renforcé surtout depuis sa prise de position ferme envers l'Israël. Les observateurs ont ainsi souligné le risque d'une rivalité naissante : "Il est certain que cela va entraîner une rivalité régionale. L'Egypte n'est pas en mesure d'assumer un tel rôle pour le moment et Erdogan essaie de tirer avantage de cette situation", a expliqué Adel Soliman, directeur du Centre international d'études prospectives et stratégiques du Caire. Pour Uzi Rabi, spécialiste du Proche-Orient à l'université de Tel Aviv, "la visite d'Erdogan fait partie de cette stratégie de consolidation de la position de la Turquie dans le monde arabe". "Il va se servir de son voyage au Caire comme d'un baromètre pour mesurer sa popularité dans l'opinion arabe mais certains dirigeants risquent de ne pas être contents de le voir exploiter cette popularité", a ajouté Uzi Rabi (*Nouvel-Observateur*, 12/09/2011).

Au cours de cette visite, M. Erdogan a déclaré son souhait de se rendre à Gaza, contrôlé par le Hamas. Il a été aussi précisé que le gouvernement turc ne souhaitait pas contrarier le nouveau gouvernement en place au Caire, en faisant passer la délégation turque par le poste frontière de Rafah, entre l'Egypte et le Bande de Gaza. (*Le Nouvel-Observateur*, 12/09/2011).

Cette visite a été diversement appréciée. Lors de son arrivée au Caire, Erdogan a été acclamé par une foule enthousiaste. Les journaux notent qu'il a reçu un accueil digne d'une star de rock au Caire, salué comme le nouveau héros de la région après ses prises de position pro-palestiniennes (*Le Point*, 14/09/2011). La confrérie des Frères musulmans quant à elle le voit comme un modèle pour avoir réussi à imposer un islam modéré, mêlant démocratie et islam (*Le Monde*, 13/09/2011). Kadri Gürsel éditorialiste du quotidien libéral Milliyet voit "Gaza devenir une cause nationale au travers du prisme idéologique de l'Oumma [la communauté des croyants, ndlr] des musulmans sunnites". Ahmet Altan, un commentateur généralement proche de l'AKP, le parti islamo-conservateur au pouvoir depuis 2002, ironise, dans le journal Taraf : "Erdogan n'arrive même pas à contrôler les montagnes de son propre pays [où agit la rébellion kurde] et veut maintenant dominer la Méditerranée orientale". (*Libération*, 13/09/2011).

La reconnaissance de l'Etat palestinien a constitué un des thèmes principaux de la tournée du Premier ministre turc. L'Autorité palestinienne a actuellement un statut d'observateur au sein de l'ONU et a demandé son adhésion de plein droit à l'occasion de l'Assemblée Générale de l'ONU en septembre. "Il est temps que le drapeau de la Palestine soit hissé aux Nations unies", a estimé le chef du gouvernement turc. Ces déclarations confortent les opinions publiques dans les pays arabes mais elles ont pu énerver les dirigeants égyptiens qui tentent de rétablir de bonnes relations avec Israël depuis l'assaut mené contre l'ambassade d'Israël au Caire, durant la révolution. (*Le Point*, 14/09/2011).

Les Frères Musulmans se sont tout de même pas privés de critiquer le Premier ministre turc. Leurs dirigeants historiques ne partagent pas l'admiration de leurs jeunes membres pour Erdogan, et cherchent à éviter toute ingérence étrangère. Le projet de chaque pays "doit émerger des nouveaux systèmes internes aux pays arabes qui, après les révolutions, (...) seront démocratiques", a déclaré Essam El-Eriane, emprisonné sous le règne de Moubarak. Selon un haut responsable du ministère turc des Affaires

étrangères, Erdogan a affirmé qu'il n'aiderait les Frères musulmans que si ceux-ci le désiraient. (*Le Nouvel Observateur*, 14/09/2011)

Seconde étape de sa tournée arabe d'Erdogan : la Tunisie. Dès son arrivée, le peuple tunisien a salué le dirigeant turc. Selon l'agence officielle TAP, la particularité de cette visite tenait à la signature d'un "traité d'amitié et de coopération" destiné à instaurer des concertations politiques périodiques et consolider les relations économiques et commerciales entre les deux pays (*Le Nouvel Observateur*, 15/09/2011). Le président du mouvement islamiste tunisien Ennahda (aussi nommé Parti de la Renaissance) faisait partie de la délégation venue accueillir M. Erdogan. Ennahda, grand favori des élections du 23 octobre en Tunisie, se réclame du modèle turc (*Le Point*, 15/09/2011). M. Erdogan a déclaré lors de sa tournée qu'Islam et Démocratie n'étaient pas contradictoires et qu'un musulman pouvait gérer un Etat avec beaucoup de succès (*Le Parisien*, 15/09/2011).

L'ultime étape du Premier ministre turc a été la Lybie. Ankara a également apporté son soutien aux insurgés Libyens pour chasser Mouammar Kadhafi (*Challenges*, 16/09/2011). Nicolas Sarkozy et David Cameron ont réalisé une visite en Lybie vingt-quatre heures avant Recep Tayyip Erdogan. Certains commentateurs y ont vu un facteur qui aurait pesé sur le choix de la date du voyage en Lybie, que M. Sarkozy envisageait depuis plusieurs mois (*Le Monde*, 16/09/2011).

Les journaux n'ont pas hésité à souligner les limites du succès franco-britannique. Certes, les deux dirigeants ont fait une visite-éclair à Tripoli, où M. Sarkozy n'est pas retourné depuis la chute du régime. M. Erdogan, lui, a vanté les mérites de la formule islam et démocratie à la turque à Tunis. « M.Erdogan a su, avec talent, surfer sur la vague démocratique arabe sans y avoir pris une part active et après avoir freiné des quatre fers au début de l'opération » (*Le Monde*, 16/09/2011). On souligne pourtant qu'il est aujourd'hui très actif, et qu'il a quelques arguments pour vanter le modèle turc dans des pays en quête de solutions face à la montée des mouvements politiques islamistes. Pour les futurs dirigeants arabes auxquels l'Iran d'Ahmadinejad fait peur, la Turquie, son dynamisme économique et son habile premier ministre constitue un modèle fort. La Turquie soutient également la Lybie en lui fournissant de l'aide humanitaire (*Le Figaro*, 17/09/2011).

Le bilan de cette tournée a été dressé par de nombreux commentateurs. Alain Frachon, directeur éditorial du Monde, note ainsi qu'au Caire, à Tunis puis à Tripoli, le premier ministre turc a été fêté comme le protecteur du "printemps arabe" - acclamé par la rue comme par les élites. Islamiste caché multipliant les attaques au vitriol contre Israël, pour les uns, fidèle à l'OTAN, et toujours décidé à inscrire son pays dans l'aventure de l'intégration européenne, pour les autres : Erdogan reste un mystère, immense talent politique, et maestro de l'ambiguïté. A chaque étape de son périple, il a tenu le même discours : le chef du parti islamo-conservateur AKP chante la démocratie, les libertés, les droits de l'homme, il salue la grande révolte arabe, dénonce les tyrans encore en place. De même, Alain Frachon indique que de l'Egypte à la Lybie, M. Erdogan a surpris tout le monde en faisant l'éloge de la laïcité : à la grande chaîne de télévision populaire égyptienne Dream, il conseille : "N'ayez pas peur de la laïcité de l'Etat, l'Etat turc est un Etat laïc et un Etat de libertés et c'est ce que je souhaite à l'Egypte". Du même coup, les Frères Musulmans, qui veulent des institutions publiques fondées sur le droit coranique se sont sentis trahis, d'après Alain Frachon. Ce dernier note également qu'Erdogan a durci son discours depuis trois ans et qu'il s'est fait le porte-parole de la cause palestinienne. Cependant, il donne également satisfaction à Israël, en accueillant le bouclier antimissile que l'OTAN déploie face à l'Iran pour entraver son programme nucléaire militaire (*Le Monde*, 22/09/2011).

Cette diplomatie a été qualifiée de "néo-ottomane" dans le sens où elle se réalise dans l'espace géopolitique de l'ancien empire : elle s'est traduite sur le plan économique par un dynamisme remarquable (les statistiques notent une croissance de 8% cette année). Selon certains, La Turquie s'est démarquée en tant que modèle politique combinant islamisme et démocratie. Mais il s'agit surtout de "rattraper le terrain perdu depuis le début des révoltes du printemps arabe, qui a pris Ankara à contrepied". Sinan Ulgen, de l'institut de recherche Edam affirme que "le cas libyen comme le cas syrien ont montré que la diplomatie du zéro problème avec les voisins signifiait surtout zéro problème avec les régimes en place, et que la politique étrangère de la Turquie était soumise à ses intérêts économiques". (*Libération*, 13/09/2011).

Christian Makarian, directeur délégué de la rédaction de L'Express, met en évidence l'enchaînement des événements : d'une part, Moubarak, qui entendait jouer un rôle majeur en Méditerranée en raison du poids de son pays, faisait concurrence à Erdogan ; d'autre part, les Frères musulmans, dont les théories ont partiellement inspiré les islamistes turcs, ne pouvaient que bénéficier du renversement de régime. Makarian souligne ainsi le paradoxe qui veut que l'AKP jouisse d'une immense aura auprès des populations arabes, jusqu'à apparaître comme un modèle aux nouveaux leaders tunisiens, égyptiens ou libyens. L'activisme d'Erdogan démontre ainsi "la volonté farouche de se poser en géant mondial". La Turquie, centre d'un triptyque, Europe-Moyen-Orient-Asie, et pas seulement un simple pont entre l'Orient et l'Occident, constitue en effet un enjeu majeur, de par la capacité d'attraction de son « modèle ». Cependant, le cas de Chypre ou de l'Arménie met en évidence les limites à la stratégie internationale turque. Christian Makarian considère donc que c'est vis-à-vis de l'Union européenne que la Turquie devra faire preuve de la plus grande force de persuasion pour s'imposer comme vraie puissance en Méditerranée (*L'Express*, 13/09/2011).

3. Europe

Le rapport annuel de la Commission européenne sur l'élargissement et la Turquie

Dans son rapport annuel sur l'élargissement, la Commission européenne a souligné le manque de progrès de la Turquie au cours de l'année écoulée et attiré l'attention sur les progrès réalisés par les pays candidats dans les Balkans (Croatie, Monténégro, Serbie..).

"Le processus d'accession de la Turquie à l'UE reste le cadre le plus efficace pour promouvoir les réformes, développer le dialogue en matière de politique étrangère et de sécurité et renforcer l'économie. La Commission demeure préoccupée par les récentes tensions entre la Turquie et Chypre", peut-on lire dans le rapport.

"Un nouvel agenda positif dans les relations UE-Turquie doit être développé pour permettre une relation plus constructive, basée sur des avancées concrètes dans des domaines d'intérêts mutuels", y est-il également indiqué. Bruxelles exige qu'Ankara fasse plus de progrès en matière de droits fondamentaux (liberté d'expression) mais aussi dans ses relations avec Chypre. (*Nouvel Observateur*, 12/10/2011)

Depuis qu'Ankara a menacé de geler ses relations avec l'Europe (Chypre devant prendre la présidence tournante du bloc des Vingt-Sept à partir de juillet 2012), le suivi des négociations de la Turquie semble de plus en plus incertain. La tension entre les deux pays a atteint son paroxysme lorsqu'un navire turc de prospection gazière a été envoyé au large des côtes chypriotes. La Turquie a adopté un ton très ferme sur ce dossier, en menaçant, par ailleurs, de "geler ses relations avec l'Union européenne pendant la présidence tournante de Chypre". "Il ne nous est pas possible de discuter avec l'administration chypriote-grecque", a déclaré M. Erdogan. Des avancées sur le différend chypriote pourraient pourtant permettre de débloquer une partie des 22 chapitres thématiques des négociations UE-Turquie qui restent gelés depuis 2006. « A ce jour, 13 chapitres ont été ouverts, et un seul bouclé ». (*Nouvel-Observateur*, 12/10/2011)

Dans ce contexte, l'UE cherche des solutions pour "continuer à aider la Turquie à se réformer et à se rapprocher de l'Europe", selon le responsable de la Commission. « Il y a des progrès sur le régime des visas d'entrée dans l'UE », que les Turcs considèrent comme "injuste". "Les Turcs se sentent d'autant moins Européens qu'ils doivent faire la queue longtemps pour un visa", regrette cependant le négociateur turc, Egemen Bagis. (*Nouvel-Observateur*, 12/10/2011). "La pleine adhésion à l'Union est le seul objectif de la Turquie, aucun autre but ne saurait être accepté. Nous espérons que l'UE émergera bientôt de son éclipse mentale", a affirmé Egemen Bagis, ministre turc chargé des relations avec l'UE (*Nouvel Observateur*, 12/10/2011)

Le sondage du GMF sur l'intégration de la Turquie à l'Union européenne

Le dernier sondage réalisé par le German Marshall Fund montre que les Turcs sont toujours favorables à l'intégration de la Turquie dans l'Union. Un Turc sur deux (48%) estime ainsi que l'intégration de la Turquie serait une bonne chose. Cependant, ce chiffre est en baisse comparé à 2003 (73%). Quant à eux, 39% des Européens jugent que l'entrée de la Turquie ne serait "ni une bonne ni une mauvaise chose". Quelque 29% des Européens pensent que ce serait une mauvaise chose, 26% une bonne chose. Les plus réticents sont les Français et les Allemands. En Turquie, certains (27%) pensent que le pays devrait agir seule. En accord avec le contexte actuel (Le Printemps Arabe), environ 20% des Turcs ont exprimé leur souhait tenant au rapprochement avec le Proche-Orient, "et la même proportion souhaite un rapprochement avec l'UE dans le domaine des Affaires étrangères". Les Turcs jugent toutefois leurs voisins proche-orientaux plus importants que l'UE pour leur économie (43%) et pour leur sécurité (42%). (*Le Figaro*, 14/09/2011).

Chypre

Le projet de lancement d'explorations de gaz et de pétrole par Chypre a provoqué une tension entre les deux pays. Malgré l'opposition nette d'Ankara, les autorités chypriotes ont poursuivi leur action, en annonçant le 9 septembre que les explorations avaient commencé. De plus, le fait que les opérations (menées par la compagnie américaine Noble Energy) se déroulent en collaboration avec Israël, suscite encore davantage d'opposition. «Selon un accord signé en 2010, Israël et la République de Chypre, - membre de l'Union européenne mais que la Turquie ne reconnaît pas-, se sont partagés les droits d'exploration d'une zone maritime contestée par les Turcs » (*Le Figaro*, 27/09/2011).

Si l'on se réfère au point de vue de Nicosie, l'exploration de gaz profitera à tous. Cependant, le ministre turc de l'énergie a bien montré sa position en qualifiant cette action de «provocation politique», renforcée par la présence d'Israël. Face à l'annonce des autorités chypriotes, le premier ministre turc Erdogan n'a donc pas tardé à réagir : après avoir demandé au gouvernement chypriote grec de cesser immédiatement ses explorations, il a annoncé le jour même qu'Ankara entamera, très prochainement, ses propres explorations gazières.

Les Etats-Unis de leur côté ont soutenu le droit de Chypre aux forages et ont rappelé que les négociations concernant la partition de l'île ne devaient pas faiblir. Quant à l'UE, elle a appelé la Turquie à "s'abstenir de toute sorte de menace" qui pourrait affecter ses relations avec Chypre. Au sujet des forages pétroliers, « nous appelons la Turquie à s'abstenir de toute sorte de menaces, ou sources de frictions, ou d'actions qui pourraient affecter de manière négative ses liens avec Chypre» a affirmé un porte-parole du chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton (*Challenges*, 20/09/2011).

En marge de l'Assemblée générale de l'ONU, le premier ministre turc a qualifié le forage de gisements d'hydrocarbure par Israël et Chypre en mer Méditerranée, de «folie». Pour lui, l'activité de forage de l'administration chypriote grecque n'est autre qu'un «sabotage» des négociations entre les Chypriotes turcs et Chypriotes grecs. La Turquie et la République turque de Chypre nord (RTCN) ont donc signé un accord pour entamer des forages de gaz et de pétrole (*Challenges*, 21/09/2011). Ankara affirmant que toute richesse naturelle découverte dans la région appartient aux deux communautés, soutient qu'elle poursuivra des travaux de son côté aussi, si le Chypre insiste à continuer les siens (*Les Echos*, 21/09/2011).

Georges Papandréou, chef du gouvernement grec, a appelé les deux pays à la détente, lors d'un entretien téléphonique avec M. Erdogan (*Le Monde*, 26/09/2011). Quant à M. Erdogan, il a laissé une porte ouverte, affirmant que son pays était prêt à faire marche arrière si Chypre faisait de même (*Le Monde*, 27/09/2011).

Le bateau de prospection gazière turc Piri Reis se trouve actuellement dans un endroit "proche" de la zone de forage offshore chypriote grecque en Méditerranée, sous escorte militaire, a indiqué le mardi 27

septembre un responsable turc. "Nous surveillons les mouvements de la flotte turque. Nous surveillons d'autres bateaux de recherche envoyés par le gouvernement turc. Il n'y a très certainement aucune recherche en cours" a également affirmé la ministre chypriote grecque des affaires étrangères, Erato Kozakou-Marcoullis (*Le Monde*, 27/09/2011).

4. Economie

Croissance

La Turquie, pays d'environ 73 millions d'habitants et 17^e économie mondiale, conserve un des plus forts taux de croissance au monde. Le produit national brut (PNB) par habitant s'établit à 10.079 dollars pour 2010, selon l'institut de la statistique Tüik, contre 8.590 dollars en 2009 (*Le Figaro*, 12/09/2011).

Relations Economiques

M. Davutoglu a prédit que les investissements de la Turquie en Egypte passeraient de 1,5 à 5 milliards de dollars dans les deux prochaines années et que les échanges commerciaux augmenteraient de 3,5 à 5 milliards de dollars avant la fin 2012, pour atteindre 10 milliards en 2015. (*Les Echos*, 19/09/2011). La Turquie souhaite développer ses relations économiques avec la Macédoine, a déclaré le Premier Ministre Turc, Recep Tayyip Erdogan. "Nos relations économiques et commerciales doivent croître dans la région entière" des Balkans, a-t-il ajouté. (*Les Echos*, 29/09/2011).

Le journaliste Massimo Prandi note aussi que six pays européens (Irlande, Pologne, Estonie, Lettonie, Norvège, Islande) et la Turquie défient la crise globale, et qu'ils sont bien partis pour terminer l'année en forte croissance (*Les Echos*, 26/09/2011).

Investissements

Air Liquide a annoncé un investissement de plus de 60 millions d'euros en Turquie. Un contrat de long terme avec le groupe pétrochimique Petkim a été signé, qui prévoit la fourniture d'oxygène, d'azote et d'air comprimé à Petkim pour son site d'Aliaga, dans la région d'Izmir (*Les Echos*, 28/09/2011).

Filiales en Turquie

La situation de Dexia a évidemment eu des répercussions sur ses filiales à l'étranger, notamment la Turquie. Elsa Conesa, journaliste aux Echos, note qu'après s'être battu avec la Commission européenne pour conserver sa filiale turque dans son périmètre, le patron de Dexia, Pierre Mariani, doit aujourd'hui en organiser la vente au plus offrant. « Au coeur de sa stratégie de recentrage sur la banque de détail depuis un an, la banque turque représentait le relais de croissance, au sein d'un groupe dont les activités historiques souffraient ». Selon son site Internet, DenizBank compte 552 agences, plus de 10.000 employés et surtout plus de 9 milliards d'euros de dépôts. La banque serait convoitée par plusieurs établissements européens, notamment espagnols. (*Les Echos*, 05/10/2011).

5. Récapitulatif des journalistes ayant couvert le sujet turc (septembre 2011)

Le Monde

Alain Frachon
Guillaume Perrier

Les Echos

Elsa Conesa
Jacques Hubert-Rodier

L'Express

Christian Makarian

Libération

Delphine Matthieussent

Challenges

Le Figaro

Le Parisien

Le Point

Nouvel-Observateur